

pour préserver la paix et la liberté. Ils cherchent à relever le seuil nucléaire, tant en améliorant leurs forces classiques qu'en favorisant la limitation des armements. Comme les médias accordent beaucoup d'attention aux programmes de modernisation des forces nucléaires alliées, certains oublieront peut-être que les stocks d'armes nucléaires occidentaux ont en fait considérablement diminué. Rares sont ceux qui savent, par exemple, que le mégatonnage total de l'arsenal stratégique américain diminue depuis des années. Par ailleurs, l'OTAN a réduit ses stocks nucléaires en Europe au cours des dernières années. Le processus même de modernisation des forces a permis, dans certains cas, d'abaisser les stocks d'armes nucléaires. Ainsi, l'introduction en Europe du système de défense aérienne *Patriot*, qui utilise des munitions classiques, a entraîné l'élimination progressive du système nucléaire *Nike-Hercules*. En 1979, quand l'OTAN a pris sa fameuse décision dite "de rattrapage", elle a unilatéralement retiré d'Europe 1 000 armes nucléaires tactiques. Par ailleurs, elle est en train de remplacer 572 autres engins par un nombre équivalent de missiles de croisière et *Pershing II* lancés depuis le sol. En 1983, à Montebello (Québec), des ministres de l'OTAN ont décidé de réduire encore davantage les stocks nucléaires en Europe, en retirant 1 400 autres armes.

Qu'en est-il dans ce cas des nouveaux systèmes d'armements (les missiles de croisière et *Pershing II*) et des programmes de modernisation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France? Tout cela est-il vraiment nécessaire si l'OTAN peut se permettre de se débarrasser de certains systèmes? Il ne faut pas oublier que les Soviétiques mènent depuis des années un programme soutenu de modernisation de leurs forces et, qu'ils accroissent sans relâche ces dernières à tous les niveaux. C'est le déploiement par les Soviétiques du missile moderne SS-20 qui a incité Helmut Schmidt, alors Chancelier de l'Allemagne occidentale, à exhorter l'OTAN à prendre les mesures voulues pour garantir la crédibilité de ses forces de dissuasion et maintenir ses capacités de défense à un niveau comparable. Parallèlement, face à l'accroissement des systèmes soviétiques de défense aérienne, l'Alliance a dû perfectionner ses systèmes pour préserver la crédibilité de sa stratégie de dissuasion. En empêchant l'apparition d'un déséquilibre entre les forces des deux blocs, les programmes de modernisation contribuent énormément à la conduite de négociations raisonnables sur la limitation des armements. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il est difficile de croire que l'Union soviétique aurait accepté en principe d'enlever ses missiles SS-20 d'Europe si l'OTAN n'avait pas déployé de nouvelles forces nucléaires à portée intermédiaire (INF). (On en vient à se demander pourquoi l'URSS avait placé des SS-20 à cet endroit, alors qu'à l'époque, l'OTAN ne possédait aucun système comparable.)

Mais les gestes unilatéraux ne suffisent pas. Les

négociations sur la limitation des armements nucléaires entre les États-Unis et l'Union soviétique sont essentielles si l'on veut en arriver à des réductions équilibrées. Des ententes négociées, équitables, et vérifiables sont nécessaires pour garantir aux deux blocs que leur sécurité n'est pas menacée. Le critère fondamental est celui de la stabilité stratégique. Dans ce processus, les négociateurs ne doivent pas perdre de vue la relation existant entre les forces classiques et les forces nucléaires; l'Ouest ne pourrait accepter qu'à la faveur des négociations, ses forces de dissuasion nucléaire soient ramenées à un niveau tel que le déséquilibre existant entre les forces classiques des deux alliances augmenterait la probabilité d'une guerre. Pour préserver la stabilité stratégique, il est donc essentiel, qu'en négociant les réductions de forces classiques, on tienne compte des disparités favorisant déjà l'Union soviétique.

Il va sans dire que les nations occidentales cherchent à renforcer leurs arsenaux classiques, mais c'est là une entreprise longue et coûteuse. Il ne faut pas oublier que d'importants facteurs démographiques entrent en jeu, notamment la diminution du taux de natalité en République fédérale d'Allemagne et les attentes du public en matière de bien-être social et de développement économique. La concurrence est acharnée, et les ressources, limitées. Il est certes tentant de penser que l'élimination des armes nucléaires vaudrait largement les sacrifices à consentir, mais les coûts sociaux resteraient-ils acceptables dans l'avenir prévisible?

ET LE CANADA?

Qu'en est-il de l'expérience canadienne en Amérique du Nord? Coïncé entre les deux grandes superpuissances, le pays serait profondément touché si les Soviétiques attaquaient le continent. Même si elles n'étaient dirigées que sur des objectifs américains, les armes nucléaires soviétiques placées à bord de missiles ou d'avions survoleraient le Canada et présenteraient pour lui une menace évidente, vu la proximité de ces objectifs. Le Canada ne peut pas rester indifférent à la menace qui pèse sur l'Amérique du Nord. Si, pour empêcher une attaque nucléaire, il faut brandir la menace convaincante de représailles nucléaires, alors il est essentiel de donner un avertissement dès que possible; le Canada apporte à cet égard une contribution importante dans le cadre de l'accord du NORAD qui le lie aux États-Unis.

Le Canada collabore avec les membres de l'Alliance qui possèdent des armes nucléaires, ou qui assument les risques et responsabilités inhérents à la présence, motivée par de bonnes raisons militaires, d'armes nucléaires sur leur territoire. Il n'y a aucune arme nucléaire sur le sol canadien, mais le pays fait en sorte